**BURKINA FASO**

**Unité-Progrès- Justice**

MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET

 DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

 -\*-\*-\*-\*-\*-\*-

 SECRETARIAT GENERAL

 -\*-\*-\*-\*-\*-\*-

DIRECTION GENERALE DES MEDIAS

****

|  |
| --- |
| **RAPPORT GENERAL DES UNIVERSITES AFRICAINES DE LA COMMUNICATION DE OUAGADOUGOU (UACO) 2019** |

**Novembre 2019**

**INTRODUCTION**

Du 25 au 27 novembre 2019 s’est tenue à Ouagadougou, la 11e édition des Universités africaines de la communication de Ouagadougou (UACO). Il avait pour thème principal : ***« Communication et géopolitique : construire une autre image de l’Afrique »***.

La cérémonie d’ouverture a été présidée par le Premier ministre SEM Christophe Joseph Marie Dabiré. Il avait à ses côtés, le Président du Conseil supérieur de la communication du Burkina, le représentant du Conseil économique et social du Burkina, des ministres en charge de la communication du Niger, du Bénin, du Mali, du Sénégal et de membres du gouvernement burkinabè.

L’allocution d’ouverture a été prononcée par le Ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement du Burkina, Monsieur Remis Fulgance DANDJINOU.

La Côte d’Ivoire, pays invité d’honneur était représentée par une forte délégation conduite par le directeur adjoint de Cabinet du ministre en charge de la Communication, Monsieur Yves Miezan Ezo.

Plusieurs activités ont marqué cette édition notamment un colloque, un forum des écoles et instituts de formation et une rencontre des opérateurs de mise en œuvre de la Télévision Numérique Terrestre (TNT) de l’espace UEMOA.

**DE LA CEREMONIE D’OUVERTURE**

**Du déroulement de la cérémonie d’ouverture**

Trois interventions ont ponctué la cérémonie d’ouverture : le mot de bienvenu du maire de la Commune de Ouagadougou ; l’allocution du ministre en charge de la Communication du Niger et le discours d’ouverture des travaux de la onzième édition des UACO prononcé par le Président exécutif des UACO, le ministre en charge de la communication du Burkina Faso.

Dans son mot de bienvenue, le maire de la ville de Ouagadougou, Monsieur Armand Roland Pierre Béouindé, a dit toute la fierté de sa ville, capitale africaine du Cinéma, de l’artisanat et aussi de la communication, d’accueillir les participants à la 11e édition des UACO. Il a par ailleurs souligné l’intérêt du thème général des UACO 2019 : ***« Communication et géopolitique : construire une autre image de l’Afrique».*** Pour le maire de Ouagadougou, ce thème est d’une importance pour son conseil municipal qui travaille d’arrache-pied pour que la ville carrefour de rencontres internationales réponde toujours aux attentes de tous ceux qui lui font l’honneur d’y séjourner.

A la suite de l’intervention du bourgmestre de la ville de Ouagadougou, Monsieur Habi Mahamadou Salissou, ministre en charge de la communication du Niger a, dans son allocution rappelé que la 11e édition des UACO se tenait *‘‘dans un contexte où les populations subissent sporadiquement les effets de l’insécurité liée aux actions de groupes extrémistes, notamment dans la région du Sahel’’*. Selon lui, cette situation a malheureusement contribué à favoriser la circulation d’images peu reluisantes et peu conformes aux réalités de nos pays. Aussi, trouves-t-il opportun, à la faveur de ces UACO, le partage d’expériences en matière d’information et de communication entre chercheurs et professionnels des médias d’Afrique et d’ailleurs.

Sur le thème, le ministre Nigérien a souligné que son pays est en pleine métamorphose grâce à un véritable changement de mentalités en cours au Niger.

C’est le Pr CHARLES Moumouni de l’Université Laval, Québec qui a prononcé la communication introductive à cette cérémonie d’ouverture. Innovation majeure de cette 11e édition des UACO, cette communication introductive a traité du thème : *«L’image et la réputation de l’Afrique sur la scène mondiale : L’heure de vérité».*

D’emblée, le Pr. CHARLES Moumouni a déclaré : *«c’est une vérité de La Palice que d’affirmer que l’Afrique a mauvaise presse dans le monde. Mais le plus important est d’en prendre conscience et de travailler à prendre en main la géopolitique de son image et de sa réputation, en montrant aux yeux du monde que l’Afrique est une puissance géographique, économique et historique»*. Pour lui, toute contribution à une Afrique émergente doit être examinée sous l’angle du concept négro-égyptien de **Vérité et Justice** car la restitution de la vérité sur **l’Afrique et avec l’Afrique** a plus de valeur que l’aide, les investissements, et le commerce fondés sur le mensonge.

Il formule à cet effet des recommandations fortes qui devraient si elles sont mises en œuvre favoriser le positionnement géopolitique de l’Afrique, avec comme stratégie de communication bâtie autour de trois fondements : *«l’Afrique, berceau de l’humanité et de la civilisation améliore le regard du monde sur sa géographie, son économie et son histoire»*. Cette campagne pour le repositionnement de l’image de l’Afrique pourrait de son point de vue être portée par le Burkina Faso et l’Union Africaine. Il termine en rappelant l’urgence d’agir pour la **«réémergence de l’Afrique»** sur la scène mondiale, en raison des vérités historiques révélées car l’Afrique contribue au monde depuis **300 000 ans** et, au prix de son sang, de sa liberté et de ses ressources depuis **400 ans**.

A la suite de cette communication introductive, le Président exécutif des UACO, le ministre Rémis Fulgance DANDJINOU a lu le discours d’ouverture de SEM Roch Marc Christian Kaboré, Président du Faso, Haut patron des UACO 2019.

Dans un message fort, le Président du Faso félicite l’ensemble des communicateurs et professionnels des médias africains pour leur contribution à l’information des populations, la formation des opinions, la consolidation de la démocratie et la promotion d’une image positive de notre continent.

Il a aussi relevé que le choix du thème de cette édition *«Communication et géopolitique : construire une autre image de l’Afrique****»***, découle d’une volonté affichée de contribuer à l’édification d’une communication géopolitique efficace à même d’inverser la tendance et de restituer à notre continent une image en phase avec la réalité.

Tout en mettant les participants face à ce qu’il considère désormais comme leur responsabilité dans la diffusion d’une bonne image de l’Afrique, le Président du Faso rassure que les fruits des travaux fortement attendus serviront à élaborer des stratégies adéquates pour la construction d’une autre image de notre continent. Cette rencontre est donc à son sens, une opportunité d’orienter les initiatives pour la sauvegarde et la promotion de nos identités d’africains.

1. **DU DEROULEMENT DU COLLOQUE**

Les travaux du colloque sur le thème des UACO 2019 se sont déroulés essentiellement sur trois journées : le lundi 25, le mardi 26 et le mercredi 27 novembre 2019.

Le colloque a débuté par des interventions des chefs de délégations de pays invités et de personnalités de haut niveau à la tribune des UACO.

Monsieur Manservisi Stefano, ancien directeur général de la coopération internationale et du développement de l’Union Européenne (UE) a, dans son intervention, relevé que la mondialisation a apporté beaucoup à l’Afrique et que l’image de l’Afrique est en train de changer positivement. Selon lui, la vision des européens est que l’Afrique est une terre d’opportunité même si l’idée d’un continent pauvre qui a toujours besoin d’être assisté persiste.

Il s’est dit convaincu qu’aujourd’hui, l’Afrique a besoin d’un partenariat gagnant-gagnant. Pour cela il lui faut communiquer sur tous les progrès sociaux enregistrés.

Monsieur Orounla Alain Sourou, Ministre en charge de la Communication du Bénin, a félicité, au nom de SEM Patrice Talon, le Président du Faso, SEM Roch Marc Christian Kaboré et le Burkina pour cette initiative de placer les UACO 2019 sous le signe de la problématique de l’image de l’Afrique. Pour lui, le cadre offert permettra aux africains de réfléchir ensemble pour redorer le blason de l’Afrique.

Le Ministre en charge de la communication du Mali, Monsieur Yaya Sangaré, a saisi cette tribune des UACO pour dénoncer ce qu’il qualifie de *«maltraitance de l’image du Mali»*, par les médias internationaux. *«Nous subissons une guerre géopolitique. Même si le Mali est un pays en guerre, l’image renvoyée n’a rien à voir avec celle du vrai Mali»*, a tenu à réaffirmer M. Sangaré.

Au-delà de tout, il a assuré que le Mali est debout et défends son territoire de toutes ses forces. Il revient selon lui, aux médias africains de jouer leur partition en gagnant la guerre de l’information et de la communication.

Le Ministre en charge de la communication du Sénégal, Aboulaye Diop, estime que la responsabilité dans la construction d’une autre image de l’Afrique incombait d’abord aux africains. L’Afrique, dira-t-il, a des choses à faire valoir et personne ne le fera à notre place. Il se réjouit que les UACO offre un cadre idéal de discussion sur la communication et sur le devenir de l’Afrique. *«Le socle power de l’Afrique doit être sa communication. Nous devons nous rendre responsable de l’image de l’Afrique»*, a-t-il conclu.

Monsieur Yves Miezan Ezo, représentant du ministre de la communication et des Médias, porte-parole du gouvernement ivoirien, pays invité d’honneur de cette 11e édition des UACO, a insisté sur le fait que l’Afrique doit préparer l’avenir de sa jeunesse. Il s’agit selon lui, de lui donner les rudiments nécessaires à l’appropriation de son histoire mais aussi de travailler à une plus grande maîtrise de l’information.

**Du Panel I**

Le panel 1 a porté sur le thème ***: «L’information et la Communication en période de crise»***. Il a modéré par le Pr Serge Théophile Balima, président du comité scientifique des UACO 2019. Il a été ponctué par deux communications.

Celle du Pr Marie Soleil Frère : *«Information et Communication en période de crise : plaidoyer pour une réhabilitation de la vérité» a* d’entrée relever pour le regretter, que la vérité est mise à mal aujourd’hui. L’essentiel est, selon Mme Soleil Frère, de fabriquer une opinion du fait de l’influence des marqueteurs. Au point que les fake news, les infox et le mensonge n’offusquent plus personne.

Elle a enfin relevé que si l’info est devenue un divertissement en occident, elle répond en Afrique aux besoins vitaux des populations notamment, en ces périodes, au besoin de se protéger contre l’insécurité.

La deuxième communication donnée par Monsieur Seyni Djingarey, Directeur de la communication du Ministère de la communication du Niger était relative à : *« Problématique de la communication en période de crise : expérience nigérienne».*

Dans sa communication, Monsieur Djingarey a partagé l’expérience de son pays en matière de communication de crise. Il a décrit tour à tour le cadre juridique et règlementaire, le rôle des acteurs et les contenus diffusés à l’adresse des cibles.

Afin de mieux faire face aux défis que posent les théâtres des opérations et minimiser les pertes, il propose que l’accent soit mis sur la formation des journalistes appelés à travailler dans des zones de danger ; toute chose qui permettra de prévenir ou d’atténuer aussi bien les risques liés à la sécurité physique que les effets psychologiques.

De l’avis de Monsieur Seyni Djingarey, l’expérience du Niger présente des acquis même s’il reconnaît qu’il reste encore des défis à surmonter notamment pour une information diligente et non décalée des populations lors des attaques.

Après avoir évoqué le recours, ces derniers temps, de son pays au concept de journalisme de paix, il en appelle à la responsabilité des professionnelles de l’information et de la communication, des autorités étatiques et des producteurs d’opinions pour une synergie d’action en vue de promouvoir autant que faire une autre image de l’Afrique.

Les échanges qui ont suivi ont permis de recueillir des contributions et d’approfondir différentes parties des communications.

**Du Panel II**

Le deuxième panel a traité du thème : *«Médias et société : peut-il y avoir des particularités africaines»*. Il a été modéré par Monsieur Moussa Sawadogo. Il a été marqué par trois communications.

La première communication a donné l’occasion au Pr Charles Moumouni de revenir sur sa communication faite lors de la cérémonie d’ouverture avec plus de détails. Le message clé à retenir pour cette communication est que nous devons être fière de l’Afrique, berceau de l’humanité et de la civilisation et l’aimer comme une mère. Pour lui, l’Afrique doit vivre dans nos cœurs tous les jours, et c’est un préalable à la reconstruction de son image.

La deuxième communication relative à «*Médias du Nord, médias du Sud : de l’**imagologie médiatique à la reconstruction de l’image du continent africain»,* a été présentée par Dr Lamoussa TIAHO de l’Université Prof. Joseph KI- ZERBO.

Il constate et déplore la persistance de certains médias du Nord à véhiculer des discours tronqués et des images peu reluisantes sur le continent noir. Ce qui donne l’impression d’un complot médiatique sciemment ourdi par des journalistes occidentaux contre l’Afrique surtout quand les médias du Nord observent le silence sur certains progrès visibles et tangibles des pays africains en se focalisant sur les images hideuses et les échecs du continent.

Pour déconstruire ces images négatives de l’Afrique, Dr TIAHO propose que les médias africains s’assignent obligatoirement des missions salvatrices de la cause africaine comme le font déjà certains médias à travers le monde.

La troisième communication du panel a été présentée par Dr THOAT AKOISSY CLARISSE LEOCADIE. A travers son thème : *«Briser l’hégémonie médiatique occidentale en Afrique : repenser «l’agenda setting» à l’ère des réseaux sociaux»,* Dr THOAT, a montré que l’image que propagent les médias occidentaux de l’Afrique est d’autant plus préoccupante qu’elle influe négativement sur les efforts de développement de l’Afrique.

Tout en tenant compte des raisons idéologiques ou commerciales avancées par certains auteurs, Dr THOAT a mis l’accent sur la possibilité ou la capacité des sources africaines à influencer ou, tout au moins, à repenser *l’«agenda setting»* des médias sur l’Afrique.

Les échanges qui ont suivi ont porté sur la lutte contre l’afro pessimisme, l’exploitation de la diversité culturelle de l’Afrique, la valorisation des potentialités de l’Afrique et la responsabilité de l’Afrique dans la construction de son image autrement.

**Du Panel III**

Le panel III avait pour thème : ***« Communication et repositionnement des savoirs en Afrique*»**. Ce panel dont la modération a été assurée par monsieur Baba HAMA, Journaliste, ancien ministre burkinabè de la communication et de la culture, a fait l’objet de deux communications.

La première communication portant sur : ***«la veille média, outil de précision et de décision sur les savoirs»,***a étéassurée par MonsieurFabrice PIOFRET, directeur de **Veilleur des Médias** (Côte d’Ivoire).

Monsieur Fabrice PIOFRET, a relevé de prime abord la complexité de la tâche de veille qui se fait aujourd’hui dans un contexte à l’ère de ce qu’il a qualifié *«l’infobésité ou de l’information overload»* où le suivi médiatique prend une ampleur jamais atteinte à ce jour.

Il a aussi au cours de son exposé étayé son propos par des exemples notamment le panorama de presse et les analyses médiatiques.

En résumé, le veilleur travaille en équipe et la veille est une activité continue, un outil d’aide à la décision, un outil d’anticipation.

La seconde communication portant sur **:«*Médias et sociétés : l’avenir passe aussi par la formation professionnelle»,***a étéprésentée parMonsieur Alfred Dan Moussa, directeur général de l’ISTC Polytechnique (Côte d’Ivoire).

Il a tout d’abord rendu hommage aux femmes et aux hommes des médias qui ont échappé à la formation professionnelle mais qui font aussi la fierté des médias.

Il a ensuite fait mention de la qualité des purs produits de la formation professionnelle de l’enseignement des métiers de l’information et de la communication dont le talent n’est plus à démontrer.

Le communicateur a insisté sur l’impérieuse nécessité d’apprendre, de connaître et de savoir mettre en pratique les règles, les techniques, la déontologie et l’éthique dans les métiers de l’information, de la communication et du cinéma.

Monsieur Dan Moussa a clos son intervention en rendant hommage aux formateurs et singulièrement au Pr Serge Théophile Balima.

Les deux communications ont suscité des riches contributions et des questionnements qui ont permis aux communicateurs d’apporter des précisions.

**Du Panel III**

Le panel 3 avait pour thème : *«Les entreprises de presse face au défi de la mondialisation »*. Il a été modéré par Monsieur Boureima Jérémie Sigué, fondateur du **Groupe de presse, Les Editions Le Pays du Burkina Faso**. Il a connu deux communications.

Monsieur Bertin SOWAKOUDE, DG de l’ONIP-La Nation du Bénin, au nom du Groupement des Editeurs de Presse Publique de l’Afrique de l’Ouest (GEPPAO) GEPPAO a entretenu les participants autour du thème : *«La gouvernance des organisations africaines de presse à l’épreuve de la mondialisation»*. A travers sa communication, il a partagé l’expérience du GEPPAO, une organisation africaine de presse qui, comme tant d’autres, dans ce contexte de mondialisation, pousse à la roue du développement de la presse écrite publique en Afrique de l’Ouest.

Autrefois, considérés comme organes de propagande, les médias publics ont connu, dit-il, une mutation à la faveur des ouvertures démocratiques qu’ont connues nos différents pays à partir de 1990.

De nos jours, en tant que médias de service public, ils ont, précise-t-il, un rôle plus noble et leur assise dans le paysage médiatique est une réalité.

Dr BATCHO D. Lucien abordant le thème **«Gouvernance et management dans les journaux du Bénin»** a fait ressortir les formes de management présentes dans les cinq journaux les plus lus et connus dans ce pays.

 Selon le communicateur, la viabilité des médias est de plus en plus au cœur des débats dans les différents pays de la sous-région, confrontés au déploiement des technologies de l’information et de la communication dans une approche critique intégrant toute la complexité dans laquelle se déploient aussi bien les médias que les *«nouvelles»* technologies de l’information et de la communication, cette complexité doit amener les médias africains à repenser les usages : le Bénin apparaît comme l’un des pays où les médias se portent le mieux, du moins, du point de vue du nombre d’organes par tête d’habitants en Afrique de l’ouest francophone.

Les contraintes et les limites managériales relevées dans cette étude entachent la performance des médias et impactent sur la qualité de l’offre de service informationnel.

**Du Panel IV**

Le panel 4 avait pour thème : *«Les entreprises de presse face au défi de la mondialisation »*. Il a été modéré par Monsieur Rabankhi Abou Bakr Zida, Conseiller Technique du ministre en charge de la communication du Burkina Faso. Il a été marqué par trois communications.

La première communication du Panel 4 a été présentée par Monsieur Ismaël BICABA, Doctorant à l’IPERMIC. Elle a porté sur : **«le journalisme et la démocratisation de l’information : la mutation des moyens de transmission traditionnelle au Burkina Faso»**.

Dans sa présentation, le communicateur a relevé l’importance des médias dans le processus de démocratisation et souligné la nécessité pour ces derniers à prendre en compte les besoins immédiats des citoyens.

Citant des statistiques récentes, il a montré la croissance de la consommation des médias à travers l’internet. De ce constat, il indique que les médias de type numérique ont inondé l’espace public d’où une adaptation à cette donne à travers la création de sites internet, des pages Facebook, des comptes twitter et des kiosques numériques.

Le communicateur dira en guise de conclusion que la presse au futur doit se conjuguer avec l’innovation et l’audace.

La seconde communication a été assurée par Monsieur Mahamadi SEDOGO, Journaliste aux Editions Sidwaya et a porté sur **«Médias publics africains et défis de la mondialisation : la problématique de l’efficacité managériale. Cas de la RTB/télé »**. Il a axé sa communication sur les contraintes managériales, les limites de la pratique managériale et les conditions de l’efficacité managériale. Comme contraintes managériales, il a énuméré la faiblesse des allocations financières :

- l’insuffisance d’équipements infrastructurels et technologiques ;

- la question de la qualité des ressources humaines ;

- le poids du statut, du politique et de l’institutionnel.

 En guise de conclusion, il a insisté sur la nécessité d’avoir des institutions médiatiques fortes dans une responsabilité partagée de tous les acteurs.

La troisième communication de ce panel relative à : **«Quel avenir pour la presse écrite : cas du Mali»** a été développée par Monsieur Makan KONE, Secrétaire Général du Forum des Editeurs africains.

Campant le décor, il dira que le Mali comptait quelques titres de journaux qui, tant bien que mal arrivaient à « vivre ». Cette presse papier est menacée par une crise engendrée par la prolifération des titres de journaux à la faveur du vent de démocratisation. Plus d’une centaine de titres de journaux ont apparu dans un environnement très peu lecteur. D’où l’agonie présente constatée dans la presse malienne.

Mais la survie de cette presse est possible à travers sa propre résilience, le professionnalisme des acteurs et le comportement responsable des lecteurs.

**Du Forum du Réseau des instituts et écoles de formation en information, communication et cinéma d’Afrique (REIFICA)**

Le mardi 26 novembre, s’est tenu au Centre des Conférences de Ouaga 2000, le 2è Forum du Réseau des instituts et écoles de formation en information, communication et cinéma d’Afrique (REIFICA). Il a été un cadre de réflexion sur les questions de la formation dans nos instituts et grandes écoles en information, communication et cinéma. Pour cette 11è Edition des UACO, le forum a occupé une place de choix dans l’agenda général.

Il a été l’occasion d’animer une conférence publique sur le thème «Crise sécuritaire et défis de la formation dans les métiers de l’information, de la communication et du cinéma». Cette conférence a été développée par le Commissaire de police, Rachid Palenfo, expert en gouvernance et en sécurité avec une modération assurée par le Dr Lancina Kaboré, enseignant-chercheur à l’IPERMIC. Le conférencier a axé son développement sur quatre points :

-le contexte et le cadre stratégique des UACO

-la crise sécuritaire au Burkina Faso et en Afrique de l’Ouest

-les défis de la formation dans un contexte de crise sécuritaire

-les recommandations

Pour le conférencier, la plume et le micro peuvent être des armes efficaces contre le terrorisme. Pour cela, dira-t-il, il ne faut pas perdre de vue que ces deux outils demeurent des couteaux à double tranchant. Mal utilisés, ils peuvent servir l’ennemi au détriment de la société.

Il a aussi souligné que la communication doit servir l’intérêt général. Le traitement de l’information joue un rôle capital en période de crise. C’est pourquoi, dit-il, le défi de la formation en management de l’information de crise paraît l’enjeu majeur des Universités Africaines de Communication. En termes de recommandations donc, il propose de :

-encourager l’insertion de modules liés aux questions de sécurité dans le cursus de formation des étudiants ;

 -lutter contre la politisation des média et les lois restreignant leur liberté ;

-renforcer les compétences des journalistes et des communicateurs sur les questions liées l’insécurité ;

-proscrire la censure excessive des média sur les questions liées au terrorisme ;

-accroitre la conscience sur la responsabilité sociale du journaliste dans le traitement de l’information liée aux questions sécuritaires ;

-sensibiliser les FDS et les gouvernants sur la bonne collaboration avec les média.

Sa communication, a été enrichie par les interventions des différents responsables des instituts et écoles de formations présents.

En marge du forum, le réseau a tenu une assemblée générale qui a permis de discuter de la vie du réseau sur les aspects suivants : le rapport moral et financier, les propositions d’amendements sur les statuts et règlement intérieur, la désignation et l’installation d’un nouveau PCA ainsi que le nouveau coordonnateur de la cellule, le projet de programme d’activités 2020 du réseau et la problématique de la diversification des sources de financement .

**De la rencontre sur le thème «mise en œuvre de la TNT dans l’espace UEMOA : bilan et perspectives»**

Le mardi 26 juin 2019 s’est tenu à Ouagadougou dans la salle de conférences de Ouaga 2000, l’atelier sur le thème «mise en œuvre de la TNT dans l’espace UEMOA : bilan et perspectives».

Organisé dans le cadre de la 11ème Edition des Universités Africaines de la communication de Ouagadougou (UACO), cet atelier a connu la participation de tous les opérateurs de diffusion de l’espace UEMOA.

Les travaux ont débuté par une communication introductive sur le thème de l’atelier «mise en œuvre de la TNT dans l’espace UEMOA : bilan et perspectives» présentée par M. Abossé AKUE-KPAKPO, Directeur de l’Economie numérique de la Commission de l’UEMOA.

Il ressort que même si des efforts sont consentis par les différents Etats membres, à ce jour, seul le Burkina Faso a achevé la transition.

Cette situation s’explique entre autres par le démarrage tardif des Etats dans la mise en œuvre de la TNT.

Concernant les perspectives, il est préconisé :

• la prise de mesures conséquentes pour acter et faciliter l’installation des réseaux de la TNT dans l’espace UEMOA et surtout favoriser l’éclosion d’un modèle économique viable pour les opérateurs ou sociétés de diffusion ;

• le développement du secteur de l’audiovisuel pour le rendre compétitif, rentable et créateur d’emploi ;

• la mise en œuvre des politiques qui permettent de développer des contenus nationaux et régionaux.

Après la présentation introductive, les différents opérateurs de diffusion ont chacun à tour de rôle partagé les expériences, les approches, les stratégies développées et les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de la TNT dans leur pays respectif.

Les différents exposés montrent que les sociétés de diffusion ont été créées dans la majorité des pays (Burkina Faso, Mali, Côte d’ivoire, Sénégal, Niger). On note que les réseaux sont en cours d’installation (Côte d’Ivoire, Mali, Niger, Benin, Sénégal, Togo) et sont même en phase d’achèvement dans des pays comme le Burkina Faso, le Sénégal et la Côte d’ivoire.

Les échanges qui ont suivi se sont focalisés sur la question :

• de la tutelle technique des différents opérateurs de diffusion, qui relèvent selon les pays tantôt du Ministère en charge de l’Economie numérique, tantôt de celui en charge de la communication ;

• la problématique du modèle économique des opérateurs de diffusion ;

• les pistes de financement au regard de l’importance des ressources financières à mobiliser pour la finalisation et la mise en marche du processus.

 Il en ressort que la question de la tutelle des opérateurs de diffusion relève de la souveraineté de chaque Etat.

Concernant le modèle économique, les participants ont relevé la nécessité de l’accompagnement des Etats au niveau de la mobilisation des ressources et l’adoption de politiques qui permettent de mutualiser les infrastructures numériques en vue d’une plus grande value des différents investissements.

Les pistes de financement évoqués concernent notamment la contribution du dividende numérique et du fonds du service universel de télécommunications, au financement des sociétés de diffusion et la réévaluation des contrats des opérateurs de bouquets satellitaires, IP et mobile en vue de garantir le respect des règles d’une concurrence saine et loyale.

Conscients que c’est dans un cadre concerté et de partage d’expériences que les différents Etats pourront réussir ensemble la transition vers le numérique avec un modèle économique viable pour les opérateurs de diffusion, les participants ont décidé en marge dudit atelier de la création d’un réseau des opérateurs de diffusion de l’espace UEMOA. En attendant l’adoption des différents documents statutaires, les participants ont pourvu à l’unanimité et par acclamation aux postes ci-après :

 Présidence : le Burkina Faso ;

 1er vice-président : la Côte d’Ivoire ;

 2ème vice-président : le Mali ;

 Secrétaire Général : le Sénégal

**Des visites**

Les ministres en charge de la communication ont été reçus en audience par le Président du Faso, SEM Roch Marc Christian Kaboré.

Les participants ont enfin visité l’ISTIC, l’IAM, le village artisanal de Ouagadougou et bien évidement la commune hôte.

**De la cérémonie de clôture**

La 11e édition des UACO a pris fin sur une note de satisfaction avec l’engagement de tous d’œuvrer pour la construction d’une autre image de l’Afrique. Des recommandations et des motions ont été adoptées.

**Le secrétariat exécutif**